

Unité départementale Aube/Haute-Marne

TROYES, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCARA - Villette sur Aube

ZI de Villette
10700 VILLETTE SUR AUBE

Références : SAU/EC/NS n° 22-50

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2022 dans l'établissement SCARA - Villette sur Aube implanté ZI de Villette 10700 VILLETTE SUR AUBE. L'inspection a été annoncée le 20/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de la vérification du respect des échéances, suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 septembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCARA - Villette sur Aube
- ZI de Villette 10700 VILLETTE SUR AUBE
- Code AIOT dans GUN : 0005702130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seuil Bas

Il s'agit d'un silo classé Seveso seuil bas au titre du stockage d'engrais. Ce stockage est composé d'un hangar de stockage d'engrais en vrac et d'un magasin pour le stockage d'engrais en sacs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 septembre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Évacuation des fumées	AP de Mise en Demeure du 22/09/2021, article 1er	/	
Matières interdites et incompatibles	AP de Mise en Demeure du 22/09/2021, article 2	/	
Moyen de lutte contre un sinistre	AP de Mise en Demeure du 22/09/2021, article 3	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le retour à la conformité a été constaté au regard de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Évacuation des fumées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/09/2021, article 1er
Prescription contrôlée : La société SCARA (siège social), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de Villette-sur-Aube, dans un délai de 2 mois, les prescriptions de l'article 9.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 reprises ci-après : <i>« Pour les stockages couverts, l'exploitant démontre que l'évacuation des fumées, des gaz de combustion et de la chaleur dégagés en cas d'incendie peut se faire naturellement à l'air libre en dehors du stockage. Si cette démonstration n'est pas apportée, les stockages couverts sont conformes aux dispositions de l'article 9.1 du présent arrêté. »</i>
Constats : Par courriel du 16 novembre 2021, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la réalisation des travaux en remplaçant les plaques translucides par des surfaces ouvertes grillagées de 0,5m de hauteur sur 12m de long. Lors de la visite d'inspection du 3 février 2022, il a été constaté la présence de ces ouvertures. Ce constat lève la non-conformité susvisée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Matières interdites et incompatibles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/09/2021, article 2
Prescription contrôlée : La société SCARA (siège social), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de Villette-sur-Aube, dans un délai de 2 mois, les prescriptions de l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 reprises ci-après : <i>« Les stockages ne contiennent aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles. Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage : — les matières combustibles (bois, palettes, carton, sciure, carburant, huile, pneus, emballages, foin, paille par exemple) ; — les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, les semences ; — le nitrate d'ammonium technique, les produits agropharmaceutiques ; — les bouteilles de gaz comprimé ; — les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple. Cependant, dans le cas des engrais conditionnés, sont tolérés leurs emballages et supports de transport (palettes) à l'exclusion de tout stock de réserve. [...] »</i>
Constats : Par courriel du 16 novembre 2021, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'évacuation des matières combustibles du magasin engrais sacs. Lors de la visite d'inspection du 3 février 2022, il a été constaté l'absence de matières combustibles. Ce constat lève la non-conformité susvisée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyen de lutte contre un sinistre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/09/2021, article 3
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SCARA (siège social), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de Villette-sur-Aube les prescriptions de l'article 21 de l'arrêté complémentaire n°07-0099 du 11 janvier 2007 reprises ci-après :</p> <p>« [...] L'exploitant doit s'assurer que l'établissement dispose :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'une ressource en eau suffisante et disponible à tout moment. Cette ressource est à minima de 300 m³/h maintenue pendant 3 heures, dont 50 % est assuré par un réseau sous pression (bouches incendie). [...] » <p>L'exploitant devra transmettre dans un délai de 2 mois un échéancier des travaux à réaliser pour disposer de la ressource en eau suffisante en cas d'incendie.</p>
<p>Constats : Par courriel du 16 novembre 2021, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la solution technique retenue pour atteindre les objectifs de disponibilité en eau fixés par son arrêté préfectoral d'autorisation. Il a également présenté l'échéancier demandé, avec un engagement de mise en place au premier trimestre 2022.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 3 février 2022, il a été constaté la mise en place de deux réserves souples de 240 m³.</p> <p>Ce constat lève la non-conformité susvisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite